

Traduit de l'anglais

## **L'ANGLETERRE DANS LA GUERRE CIVILE EUROPÉENNE**

**Denis Hill**

*Denis Hill vit à Brighton (Grande-Bretagne). Avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, il a milité dans les rangs du parti communiste britannique qu'il a quitté pour rejoindre les Verts. Il a consacré de nombreuses années de sa vie à l'activité syndicale sur le plan national et sur la scène internationale. Mobilisé dans la Royal Air Force, il a fait partie des forces d'occupation au Japon. Il a vécu en Union soviétique, aux États-Unis, en Allemagne et, assez longuement, en Tchécoslovaquie où il s'est lié d'amitié avec Jiri Pelikan. Il a une licence de sciences sociales et une maîtrise d'histoire. Il est notamment l'auteur de Seeing Red/Being Green (Je suis rouge, je vois vert), publié en 1989.*

*De ce livre, nous publions deux extraits relatifs à la seconde guerre mondiale. Les vues de Denis Hill sur ce sujet, comme sur bien d'autres, témoignent d'une indépendance d'esprit qui semble être l'apanage de certains intellectuels anglais ; libres de s'exprimer comme ils l'entendent, ils ne se soucient pas outre mesure de la réputation qu'on peut leur forger.*

*Le premier extrait est constitué par le chapitre VI (p. 78-99) intitulé : « Perceptions : Une nouvelle vision de la guerre civile européenne ». Le second extrait est constitué par deux fragments consécutifs du chapitre XV (p. 212-217) intitulés, l'un, « La nation paria » et l'autre, « La reconstruction de la patrie » : on y voit un Britannique s'efforcer de comprendre une nation ennemie : l'Allemagne.*

*[Denis Hill, Seeing Red/Being Green (The Life and Times of a Southern Rebel), Iconoclast Press (P.O. Box n° 1090, Brighton, GB-BN1 5QG), 1989, 588 p.]*

*Premier extrait :*

PERCEPTIONS :  
UNE NOUVELLE VISION  
DE LA GUERRE CIVILE EUROPÉENNE

J'ai appelé ce chapitre « Perceptions », et si je l'ai fait, c'est pour la simple raison que je considère depuis longtemps que ce qui est le plus important dans la vie, ce n'est pas la réalité, mais ce que les gens *perçoivent* de la réalité. Bien souvent, ce n'est pas du tout la même chose.

Interrogez la plupart des gens et ils vous diront : « La Grande-Bretagne s'est battue pour défendre la Pologne ». Ou : « La guerre était inévitable parce que l'Allemagne voulait détruire la Grande-Bretagne... ». Aucune de ces affirmations n'est totalement exacte. J'essaierai d'expliquer pourquoi, à mon avis, la Grande-Bretagne a fait une guerre inutile et s'est détruite par la même occasion. Une telle approche conduit à heurter de front l'opinion de presque tout le monde. Je vous demande un peu de patience. Comme Willie Whitelaw l'a dit si brillamment un jour, « C'est une erreur de préjuger le passé ».

La célébration du « Jour de la Victoire » eut lieu le 8 mai 1945. Le peuple eut droit à deux jours fériés. Les cafés ne désemplirent pas ; on dansa (littéralement) dans les rues ; on alluma des feux de joie ; des spectacles furent organisés pour les enfants dans les rues, et ainsi de suite. Je me souviens m'être promené en ville au cours de la nuit de la Victoire ; on voyait partout des foules de gens surexcités et ivres de bonheur, des taxis et des voitures circulant en tous sens dans un concert d'avertisseurs, des gens accoudés à leurs fenêtres, qui chantaient et poussaient des cris de joie. C'était la folie. L'espace d'une nuit, on eut l'impression que « tout était possible ».

A peine quelques années plus tard, j'eus l'occasion de beaucoup voyager en Europe. Contemplant les immenses zones dévastées du continent et voyant le genre d'Europe que la guerre avait finalement produite, on ne pouvait s'empêcher de se demander si tout cela avait bien été nécessaire. Ces voyages en Allemagne et dans les pays voisins éveillèrent mon intérêt pour l'histoire récente. Inévitablement, une question surgit.

A savoir : comment deux peuples, si semblables et si doués, comme le sont les peuples anglais et allemand, pouvaient-ils en être venus à s'entre-déchirer ? Nous avons nous-mêmes une forte dose de sang germanique (qui nous vient des Saxons) et notre langue est elle-même dérivée à 50 % de l'allemand. En un sens, le conflit européen et, plus spécialement, le conflit anglo-allemand fut une guerre civile. Comme dans toutes les querelles de familles, une guerre civile engendre une plus grande amertume que n'importe quel conflit entre étrangers.

La première victime de la guerre est la vérité. Les mensonges du pouvoir s'ajoutent à ceux que nous forgeons. Il ressort de tout cela que les gens ont quelquefois une image définitive (et pas forcément correcte) d'événements révolus. D'habitude, les gens se cramponnent farouchement à leurs perceptions premières et ont tendance à s'offusquer de toute autre interprétation. Pourtant, je pense que la tentative mérite d'être faite. Si je peux m'exprimer ainsi, pour comprendre le présent il faut regarder le passé.

L'Allemagne a mené deux guerres bien distinctes — à l'est et à l'ouest. Elles furent menées de façon différente et pour des motifs différents. La campagne de l'est fut intentionnelle. La guerre contre l'Angleterre fut menée à contre-cœur. A l'ouest, la guerre fut menée, plus ou moins, selon les règles de Queensbury, c'est-à-dire en observant généralement la Convention de Genève, abstraction faite des bombardements des populations civiles.

L'Allemagne avait un but. Toutes les autres actions, conflits et campagnes furent accessoires. Quel était ce but ? Il était de se constituer une colonie dans la Russie européenne. Après coup s'ajouta l'idée de coloniser la Pologne. Là est le fin mot de l'intention allemande. Dans la tentative de parvenir à cette fin, une guerre mondiale se développa, qui ne fut pas du choix d'Hitler. Ce rêve allemand d'un empire européen n'était pas nouveau ; il était apparu au grand jour pendant la guerre de 1914-1918 et même plus tôt, mais le régime national-socialiste y avait greffé une « *Weltanschauung* » [conception du monde] spécifique à dimensions raciales et il s'était lancé à la conquête de cet empire avec beaucoup d'énergie.

Si je me retourne sur le passé, je dois formuler deux principales observations qui sont toutes deux susceptibles de déplaire.

Je crois néanmoins qu'après un demi-siècle nous devrions, aujourd'hui, porter un regard plus détendu sur tous ces événements. Si, cependant, les gens sont encore inhibés par des souvenirs personnels ou, dans le cas de plus jeunes lecteurs, par des idées faussées de l'histoire, je me réfugie fermement derrière le dicton latin :

*Fiat justitia et ruant caeli.* (Que justice soit faite, les cieux dussent-ils en crouler)

William Watson,  
*Débats sur la Religion et l'État* 1602

#### UNE GUERRE APPRÉCIÉE ?...

La première hérésie que je veux énoncer, c'est que, quoi qu'on prétende, je crois fermement qu'en vérité beaucoup d'Anglais ont trouvé du plaisir à cette guerre et furent vraiment désolés quand elle se termina. Elle leur offrait, réellement, un centre d'intérêt et un but à leur vie, une excitation qui faisait défaut dans un monde terne, un sentiment d'unité et de camaraderie ainsi qu'un bien meilleur revenu pour beaucoup de gens qui avaient été opprimés avant septembre 1939.

La pénurie de main-d'œuvre signifiait que la capacité de trouver un autre travail (à condition que celui-ci aille dans le sens des efforts de guerre) renforçait les atouts des travailleurs et affaiblissait le pouvoir arbitraire et terrorisant des employeurs d'avant-guerre. En outre, il existait une crainte largement répandue que l'arrivée de la paix n'entraîne rapidement de nouveau un chômage généralisé. Outre qu'elle assurait la sécurité de l'emploi, la guerre donnait aussi à la société entière un véritable coup de fouet.

Un grand nombre de gens découvraient une vie nouvelle en vivant dans une région différente de leur pays ; beaucoup étaient obligés d'essayer des métiers complètement différents, que ce fût dans l'industrie, dans l'agriculture ou dans les services de l'armée. Nombre de femmes étaient libérées des tâches domestiques et de l'étroitesse de leur vie de célibataires ou de femmes mariées d'avant-guerre. Ainsi, pour tout un ensemble de raisons, les sentiments d'un grand nombre de gens furent extrêmement ambigus le Jour de la Victoire. Puisque le terme même de « guerre » est considéré généralement comme un mot

tabou, il est naturel qu'il existe une certaine répugnance à admettre ce genre de réalités.

Il ne s'ensuit pas qu'il n'y ait pas eu beaucoup de difficultés. Il y eut, en effet, parfois, des moments de panique généralisée et de nombreuses familles britanniques eurent leur vie perturbée. Pour ceux qui furent tués, mutilés ou endeuillés la guerre fut naturellement comme la quintessence du mal. On doit respecter ce point de vue. Cependant, la plupart des gens installés sur le front intérieur [Home Front] (ainsi que bon nombre de membres du personnel de l'armée) ne furent pas affectés aussi durement que cela et leur opinion devrait être, également, prise en considération.

#### ...OU UNE GUERRE NÉCESSAIRE ?

La seconde hérésie que je veux formuler est la suivante : on peut se demander si, en premier lieu, nous avons un intérêt quelconque à nous engager dans la guerre de 1939. Il ne s'agit pas là d'un point de vue pacifiste ni féministe et encore moins néonazi ; il s'agit simplement d'un point de vue tout à fait prosaïque. Considérez le bilan et regardez les profits et les pertes pour la Grande-Bretagne. Nous avons choisi de ne pas rester neutres et, par là, nous avons contribué à transformer en un conflit global ce qui aurait été une guerre purement germano-soviétique.

La plupart des gens croient qu'il n'y a pas lieu de discuter du déclenchement de la guerre et que les causes en sont claires et incontestables. En d'autres termes, que c'est une affaire classée. La vérité n'est pas aussi simple. Les historiens professionnels sont encore divisés et la discussion sur « les origines » de la guerre se poursuit avec rage depuis 29 ans. En ce qui me concerne, je penche pour ce qu'on appelle, chez les historiens, « la Thèse de la Guerre de Trente Ans » [1914-1945].

Cette thèse consiste à tenir la seconde guerre essentiellement pour une continuation de la première, ce qui n'est pas la façon dont la plupart des gens de gauche l'ont vue jusqu'à présent. Pour beaucoup, la première guerre fut un conflit impérialiste qu'il fallait condamner tandis que le second conflit fut « une guerre noble pour la liberté ». La thèse des « Trente

Ans » implique, par ailleurs, une lutte anglo-allemande permanente de 1914 à 1945.

Étaient considérées comme grandes puissances en 1939 : la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne et le Japon. La plus grande de toutes était la Grande-Bretagne, centre d'un empire de presque un milliard de personnes et couvrant un quart de la surface du globe. Il est vrai que cette puissance britannique avait déjà été gravement affaiblie par la première guerre mondiale, mais en général on n'avait pas pris conscience de cette réalité, masquée par le fait que la Grande-Bretagne possédait encore de vastes colonies et qu'elle s'était, après tout, retrouvée du côté des vainqueurs en 1918. Au cours de la seconde guerre, l'Italie allait vite trahir sa fragilité, tandis que la France cessa rapidement de jouer un vrai rôle dans le conflit.

#### LES ANNÉES D'APAISEMENT

L'attitude britannique se caractérisa par un mélange de culpabilité et de peur. Nous savions que nous nous étions mal comportés vis-à-vis de l'Allemagne en 1919 et tout le monde était conscient qu'un jour l'Allemagne finirait par chercher sa revanche quand elle aurait enfin recouvré ses forces. Et puis nous nous étions clairement alignés contre l'Allemagne aux côtés de la France, son ennemie traditionnelle.

A l'intérieur, le gouvernement britannique était soumis à de fortes pressions de la part des antifascistes et du lobby juif qui disposait d'une énorme influence financière. Le conflit qui menaçait semblait avoir un caractère inéluctable, mais le pays avait encore des illusions sur sa puissance impériale. En un sens, l'Angleterre « se préparait à la pensée » de faire la guerre une nouvelle fois. Un tel sentiment n'avait pas forcément un rapport direct avec l'arrivée du régime nazi.

En fait, les sonnettes d'alarme avaient retenti à Whitehall [siège du gouvernement britannique] bien *avant* qu'Hitler eût frappé à la porte du pouvoir. Dès le printemps 1931, le C.I.G.S. [Chief of the Imperial General Staff — chef de l'État-major général de l'Empire] anglais, Sir George Milne, annonçait au Comité de la Défense impériale que « rien n'était plus clair [...] que la lente émergence d'un bloc de puissances révisionnistes

comprenant les états ex-ennemis et l'Italie ». Il disait cela à un moment où la République de Weim~~er~~istait encore et aurait encore pu survivre (voy. Basil Collier, *The Defence of the United Kingdom*[La défense du Royaume Uni], HMSO, 1957, p. 25-26).

Après la nomination (par le président Hindenburg) d'Hitler à la fonction de chancelier dans des conditions tout à fait légales et constitutionnelles, en 1933, l'aile radicale des S.A. exigea ce qu'elle appelait « la seconde révolution », parce qu'elle considérait qu'Hitler avait « tout vendu », c'est-à-dire qu'il avait fait sa paix avec l'Établissement allemand et freinait à présent l'application du programme national-socialiste.

Les S.A. (les sections d'assaut, la force para-militaire nazie, les « chemises brunes »), qui comprenaient de nombreux anciens combattants de rue socialistes et communistes, dépassaient largement l'armée allemande encore minuscule avec ses 100 000 hommes. La possibilité d'une guerre civile en Allemagne ne pouvait pas être exclue. Jusqu'en juin 1934, la position d'Hitler au pouvoir resta précaire. Il présidait un cabinet de coalition et un réel danger subsistait qu'il se fit renverser par les éléments révolutionnaires au sein des sections d'assaut contestataires, ces éléments étant alors au nombre de deux millions.

Ce qu'il faut bien comprendre ici, c'est que pendant longtemps le nouveau régime national-socialiste ne représenta pas une menace pour qui que ce fût à l'extérieur de l'Allemagne. A mon avis, *tout* nouveau pouvoir allemand — qu'il eût été catholique, social-démocrate ou communiste — aurait été également considéré par Whitehall comme une menace, simplement parce qu'il signifiait que l'Allemagne se ressaisissait.

Même à cette époque, les Anglais envisageaient l'éventualité d'une confrontation. En février 1934 le Comité pour les Besoins de la Défense soumit un rapport au cabinet britannique qui concluait que « l'ultime ennemi potentiel est l'Allemagne » (voy. Basil Collier, *op. cit.*, p. 24). Ainsi donc, ce rapport fut rédigé avant qu'il eût existé la moindre preuve que le nouveau pouvoir allemand allait peut-être représenter une menace et au moment où le régime d'Hitler était loin d'être consolidé.

Considérées à la lumière de la croyance britannique en la force écrasante de l'Allemagne, les politiques d'apaisement des années 1930 se comprennent beaucoup mieux que les critiques ne

l'admettaient à l'époque. Il est courant de présenter Neville Chamberlain comme un homme hautain et suffisant, facile à duper et qui rechercha la paix à tout prix. Cette image ne s'accorde pas avec les actes réels de Chamberlain. Ce fut lui qui réussit à imposer le plus grand programme de réarmement que l'Angleterre eût jamais connu. Cela se passait en 1937 et précédait de loin les crises autrichienne et tchèque, sans parler de la question polonaise.

Ce programme d'armement était infiniment plus complet que tout ce que les Allemands engagèrent et il était programmé sur une durée de cinq ans pour être mené à bien. Il s'agissait d'un réarmement « en profondeur », contrairement à l'effort allemand quelque peu superficiel, et il comprenait la fabrication de défenses radar, d'usines d'aviation « clandestines », la construction de bombardiers à long rayon d'action, le développement du « Spitfire » et la commande d'un grand nombre d'avions de chasse livrables en 1940.

Ce fut ce programme qui permit à l'Angleterre de survivre à l'effondrement français en 1940 et qui fit de la Grande-Bretagne le pays le plus complètement mobilisé de l'ensemble des nations belligérantes. Il est clair que, pour l'Angleterre, le jeu consistait à gagner du temps et à retarder l'épreuve de force aussi longtemps que possible. Le programme de guerre britannique, aux alentours de 1938, n'avait pas beaucoup progressé dans bon nombre de domaines importants.

En 1938, les défenses aériennes n'étaient pas encore achevées et l'armée manquait encore d'une grande quantité de matériel important. L'armée française était d'une qualité douteuse et, en tout cas, la volonté de se battre lui faisait défaut. A ce propos, l'opinion britannique était, elle aussi, encore loin d'être prête à affronter une guerre. Les décideurs britanniques avaient besoin de tenir compte de tous ces éléments. C'était une situation inconfortable.

Ce que tout cela signifie, c'est que Chamberlain n'était pas entièrement libre de ses choix. Il lui fallait jouer avec les cartes qu'on lui avait données, mais ses actes, à cette époque, ne le font pas vraiment apparaître comme quelqu'un de naïf. Assurément, il éviterait la guerre, s'il pouvait contraindre Hitler à abandonner les ambitions des Allemands. Pourtant, crut-il vraiment avoir rapporté « la paix pour notre époque » quand il revint de

cette conférence au sommet avec Hitler ? Toujours est-il que la première chose qu'il fit à son retour, ce fut d'accélérer les préparatifs de guerre. Ce qui n'apparaît pas comme l'action d'un homme qui aurait mis tous ses œufs dans un même panier, celui de l'apaisement. Cela indique plutôt que Chamberlain « amusait la galerie » devant l'opinion britannique, tout en étant conscient d'avoir simplement retardé la confrontation finale.

Si retarder la confrontation était essentiel pour l'Angleterre, la prétendue « politique d'apaisement » (par laquelle Hitler était « autorisé » à s'appropriier l'Autriche et la Tchécoslovaquie) apparaît, à présent, sous un éclairage différent. Je ne pense pas que nous ayons eu raison de faire la guerre contre l'Allemagne mais, si nous considérons que c'était là un but nécessaire, Chamberlain a bien servi son pays. L'Histoire et la Gauche ont beaucoup calomnié Neville Chamberlain, qui est mort brisé par le chagrin.

Les détracteurs de Munich ont affirmé que ce fut une trahison vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. C'est incontestable : les accords de Munich (imposés à une Tchécoslovaquie non représentée) constituaient un total abandon des Tchèques. Pourtant, existait-il une autre solution ? Les dirigeants français et anglais croyaient sincèrement qu'Hitler bénéficiait d'une écrasante supériorité militaire. Ils se trompaient, mais il est bon de rappeler qu'une Allemagne qui n'était que partiellement préparée pour la guerre fut capable d'écraser la France en 1940.

Il ne fait absolument aucun doute qu'un très grand nombre de personnes, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, et toutes de bonne foi, furent réellement scandalisées par ce qui leur sembla être une honteuse capitulation à Munich. En un sens, elles avaient raison : il est possible, mais possible seulement, qu'une épreuve de force avec Hitler à ce moment-là l'aurait forcé à s'arrêter. Dans le pire des cas, une guerre immédiate aurait pu vaincre l'Allemagne. On ne peut pas le prouver et, comme je l'ai fait remarquer dans l'alinéa ci-dessus, une Allemagne qui n'était guère mieux préparée qu'en 1938 fut capable d'expédier la machine de guerre française avec une relative facilité. Encore qu'il est parfaitement exact que de nombreux généraux allemands doutaient de leur propre capacité à le faire.

Les détracteurs de Munich déclarèrent que Munich avait fait bon marché des fortifications tchèques qui auraient tenu les

Allemands en échec. En fait, ces forteresses faisaient face uniquement à l'Allemagne de 1937. Au début de l'année 1938, l'Autriche avait été rattachée à l'Allemagne et le territoire allemand enveloppait alors les Tchèques sur *trois* côtés. La frontière autrichienne était faiblement défendue et l'armée allemande n'aurait eu aucune difficulté à attaquer en direction de Prague et de Pilsen à partir du sud. Après l'Anschluss, l'une des premières mesures qu'Hitler ordonna fut de consolider les routes, les ponts et les chemins de fer d'Autriche en direction de la frontière austro-tchécoslovaque.

Il n'est pas difficile de comprendre l'obsession allemande vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Il y avait quelques millions de citoyens tchèques germanophones et ces derniers désiraient clairement être rattachés au Reich unifié. Mais, au-delà de la question des Sudètes (territoires germaniques), se posait aussi la question de « régler ses comptes » avec les Tchèques. L'animosité remontait à l'époque des Habsbourg.

En outre, il y avait aussi une bonne raison stratégique d'occuper la Bohême. Il faut pour cela regarder la carte européenne telle qu'elle se présentait dans les années 1938-1939. La frontière polonaise avec l'Allemagne se trouvait à plusieurs centaines de kilomètres plus à l'est qu'elle ne l'est actuellement. L'Allemagne elle-même n'était pas divisée, comme elle l'est en ce moment [1988], en deux républiques, mais formait un seul pays. Le « tétard » tchèque était comme une lance plantée dans le cœur de l'Allemagne. Faucher ce territoire intrus se justifiait tout à fait d'un point de vue strictement militaire. La Tchécoslovaquie n'était pas seulement une solide alliée militaire de la France, mais elle était aussi entrée en pourparlers avec l'Union soviétique à propos de l'autorisation accordée aux forces aériennes soviétiques d'utiliser les terrains d'aviation tchèques.

Certains détracteurs de la politique d'apaisement prétendirent que tout cela était un complot de la part des capitalistes, que le but réel était de dresser Hitler contre l'Union soviétique. L'explication est d'une absurdité puérile. Ces mêmes détracteurs qualifièrent plus tard la guerre anglo-allemande de conflit entre des impérialismes rivaux. Si cela est vrai, quel intérêt le capitalisme anglo-français aurait-il trouvé à encourager Hitler à attaquer d'abord l'Union soviétique ?

Tous les « experts », aussi bien britanniques qu'allemands, s'attendaient à ce que la Russie s'effondrât si elle était attaquée par l'Allemagne. Si cela s'était produit, l'Allemagne aurait été considérablement renforcée par l'acquisition des énormes réserves en matières premières de la Russie, par ses industries en expansion et peut-être aussi par l'exploitation de l'abondante main-d'œuvre russe. « L'impérialisme » allemand aurait alors constitué une plus grande menace encore pour « l'impérialisme britannique ». Il n'est pas pensable que, en dépit d'une si piètre opinion des capacités soviétiques, l'équipe de Chamberlain ait souhaité voir l'Allemagne renforcée par les ressources russes.

Il ne fait aucun doute que, bien avant la reconstitution par Hitler des forces armées de l'Allemagne (et la suppression des S.A.), il y avait des gens influents en Angleterre qui songeaient à rejouer la première guerre mondiale sous la forme d'une nouvelle manche. On ne peut vraiment exciper du rééquipement et de l'accroissement de l'armée allemande par Hitler ni de l'introduction de la conscription en Allemagne en 1936. Ces événements ne se produisirent qu'après qu'Hitler fut solidement installé au pouvoir et, à ce moment-là, il ne négligeait pas les menaces étrangères d'une guerre préventive contre l'Allemagne par la France, la Russie ou même la Pologne. Il semble qu'il n'ait pas envisagé la possibilité que l'Angleterre fût parmi les agresseurs.

Les détracteurs de Munich ont pu avoir raison ou non d'exiger une guerre immédiate. Cela aurait été un grand coup de poker sans avoir la garantie d'une défaite de l'Allemagne. Ces détracteurs devraient le reconnaître. En même temps, ils devraient aussi admettre de bonne grâce que Chamberlain adopta la politique qui fut la sienne, non par malice ou par stupidité, ou avec de noirs desseins, mais parce que, selon lui, l'Allemagne était trop puissante pour qu'on pût lui résister, vu le point où en était le réarmement de la Grande-Bretagne.

Bien que les décideurs britanniques eussent depuis longtemps conclu que la guerre avec l'Allemagne était inévitable, les préparatifs à cet effet s'étaient effectués à un rythme beaucoup trop tranquille. Quand il apparut clairement, en 1938, qu'une guerre prématurée était possible, ce fut la panique. Les forces britanniques étaient loin d'être prêtes pour une épreuve

de force. Il était nécessaire de gagner du temps, même au prix le plus fort. D'où les accords de Munich et l'abandon des Tchèques.

Quelques mois seulement après les accords de Munich (qui cédaient les Sudètes au Reich), le reste de la Bohême fut absorbé par l'Allemagne en mars 1939. Quand il devint clair que l'Allemagne pourrait aussi absorber la Pologne, la stratégie que se proposait l'Angleterre fut réduite à néant. Tout blocus anglais, désormais, devait prendre en compte que l'Allemagne disposerait de vastes zones de production alimentaire en Bohême et en Pologne, plus un potentiel industriel accru grâce aux industries tchèques et à la Silésie polonaise.

La Bohême elle-même était devenue un protectorat, formant effectivement partie d'un Reich agrandi. Les Slovaques, qui avaient été également fort mal traités par la majorité des Tchèques, firent sécession et se déclarèrent une république slovaque distincte. Pour avoir formé des alliances avec la Hongrie et avec l'État slovaque nouvellement indépendant, l'Allemagne avait, désormais aussi, un lien territorial direct avec la Roumanie et, par conséquent, avec le pétrole roumain. Il est important de se souvenir qu'à cette époque seulement une quantité limitée de pétrole était produite en Europe : une faible production en Hongrie, mais un rendement substantiel en Roumanie. Le point d'approvisionnement suivant le plus proche, bien que se situant hors de l'Europe, se trouvait dans le Caucase soviétique.

Grâce à la carence des services secrets britanniques et aux exagérations ampoulées des nationaux-socialistes sur la puissance militaire de l'Allemagne, bon nombre de gens pensaient, au milieu des années trente, que l'Allemagne était beaucoup plus forte qu'elle n'était en réalité. Il est difficile d'expliquer pourquoi il en était ainsi — où se trouvaient donc nos services secrets si réputés ? En vérité, toutes les archives de l'époque indiquent que les hommes d'état britanniques étaient hypnotisés par le mythe de la supériorité allemande.

Les généraux allemands connaissaient la vérité et redoutaient énormément une intervention franco-britannique, à tel point que des complots visant à renverser Hitler commencèrent à se développer. Dans leur ignorance de ces faits, les nations occidentales étaient hypnotisées par la force apparente de la nouvelle Allemagne. Cette croyance engendra une profonde

inquiétude à Whitehall. Il apparut impératif de différer un conflit et, si possible, jusqu'en 1942. Même après le déclenchement de la guerre, on continua à ne pas vouloir s'engager réellement dans le combat avant 1942, parce que c'était à ce moment-là qu'il était prévu que le programme d'armement britannique atteindrait son plein rendement. C'est là l'explication de la période qu'on a appelée « la drôle de guerre ».

#### CHÈQUE EN BLANC POUR LA POLOGNE

En 1939, Londres décida apparemment qu'il n'était plus nécessaire de différer la guerre. A plus d'un titre, l'action de l'Angleterre, pendant cette période, est mystérieuse. Le raisonnement qui se cache derrière l'apparent changement de tactique britannique au printemps 1939 n'a jamais été éclairci. On a suggéré que la garantie accordée à la Pologne avait été un geste quelque peu impulsif de la part d'un Chamberlain « naïf », scandalisé par le mépris de l'Allemagne pour les accords de Munich quand elle occupa le reste de la Bohême. Cette explication ne me semble pas très probable. Comme je l'ai déjà fait remarquer, ce fut Chamberlain qui lança le programme d'armements de 1937 et qui en accéléra la mise en œuvre après Munich.

La décision britannique peut, cependant, être liée à l'information, reçue tardivement, selon laquelle des généraux allemands dissidents avaient envisagé d'organiser un coup d'état si Hitler faisait la guerre à propos de la Tchécoslovaquie. Participant à la lutte des classes à l'intérieur même de l'Allemagne, certains membres du corps des officiers, Junkers et aristocrates, maintenaient un contact clandestin et déloyal avec des milieux de l'Établissement britannique. Il est possible que les Britanniques aient espéré alors qu'il se produirait un coup d'état si Hitler donnait l'ordre d'envahir la Pologne.

L'explication la plus vraisemblable est que la garantie offerte par Chamberlain à la Pologne fut un coup de bluff destiné à freiner les ambitions d'Hitler et à ralentir son calendrier. Ce qui entrainait dans le plan d'ensemble visant à gagner encore plus de temps. Le rugissement du lion impérial était censé intimider l'étranger insolent. On avait calculé qu'Hitler

ne se risquerait pas à la légère dans une épreuve de force avec le puissant empire britannique.

Si tel était le raisonnement, il sous-estimait profondément les rancœurs germaniques et la détermination allemande à régler le problème des régions germanophones opprimées alors par les Polonais. De plus, l'Allemagne n'avait le choix qu'entre deux options. Si elle voulait, en définitive, combattre la Russie, elle devait soit gagner l'alliance de la Pologne (comme cela s'était passé avec les Slovaques), soit l'occuper. Les Polonais refusèrent de faire des concessions et repoussèrent une alliance. C'est pourquoi une guerre contre la Pologne était la seule voie ouverte à l'Allemagne si son intention était toujours d'attaquer la Russie.

Abandonner l'objectif russe aurait rendu absurde l'ensemble de la stratégie d'Hitler et de son credo politique et, aux yeux d'Hitler, aurait exposé l'Allemagne à la menace mortelle d'un chantage anglo-français. Il était persuadé que l'Allemagne ne pourrait pas résister à un blocus si elle n'avait pas accès aux espaces russes.

Pour expliquer la déclaration de guerre britannique, les défenseurs de la thèse officielle s'appuient sur le légalisme diplomatique selon lequel la Grande-Bretagne avait « garanti » l'indépendance polonaise. Le pays à propos duquel, officiellement, nous entrâmes en guerre était, en fait, une dictature militaire qui opprimait elle-même quelques millions d'Ukrainiens, de juifs et d'Allemands. La « garantie » britannique ne fut jamais qu'un prétexte pour faire la guerre. La réalité brutale est que, tandis que notre protégée, la Pologne, se faisait envahir puis occuper, nous ne levâmes pas le petit doigt pour lui venir en aide.

L'Angleterre revint sans cesse, jusqu'à la nausée, sur cette garantie publique à la Pologne au cours du printemps 1939. Pourquoi cela, et quelles sont les autres raisons pour lesquelles l'Angleterre entra en guerre ? L'un des facteurs à prendre en considération était un reste de sentiment anti-allemand datant de 1918. Du plus loin que je remonte dans mon enfance, je me souviens que les gens revenaient sans cesse sur « la Grande Guerre » (c'est-à-dire celle de 1914-1918) et chaque enfant avait dans la tête une image stéréotypée des Allemands comme de « l'ennemi » par excellence. Lorsque les enfants jouaient à la

guerre, c'étaient bien souvent les Allemands qui tenaient le rôle des « méchants ».

Quand j'étais à l'école Saint-Joseph, de temps en temps, l'un des prêtres de l'église qui se trouvait de l'autre côté de la route passait nous voir. L'un d'eux, un gai luron, nous faisait chanter. Il faisait chanter à une classe « Pack up your troubles » [Laissez tomber vos soucis], tandis qu'il enseignait à une autre « Tipperary ». Quelquefois, on faisait glisser la cloison pour mélanger les deux classes et il lançait alors les deux groupes dans une sorte de compétition mutuelle en les forçant à chanter en même temps leurs chants respectifs. Cela produisait une belle cacophonie. Il s'agissait de chansons de la première guerre mondiale, mais je n'arrive pas à situer l'époque à laquelle on nous les apprenait. Les paroles ne nous semblaient pas avoir un grand intérêt, mais peut-être que tout cela était fait pour nous conditionner à la guerre.

La Grande-Bretagne avait perdu un million de jeunes hommes dans les tranchées, une génération entière avait été effacée. Cela eut pour conséquences dans l'Angleterre d'après 1918 de déséquilibrer la pyramide des âges.

Ces pertes eurent des répercussions sur la force du travail de la nation, sur le taux futur des naissances ainsi que sur la défense future du pays. Cela signifiait aussi, entre autres conséquences, que des centaines de milliers de jeunes filles ne seraient jamais en mesure de trouver un compagnon. L'amertume ne se cantonnait pas uniquement chez les gens simples. Lisez ce passage révélateur de la récente biographie du premier ministre de l'après-guerre, Harold Macmillan, écrite par Alistair Horne :

Comme bon nombre de personnes de sa génération, il ne surmonterait jamais sa méfiance et son aversion à la fois pour les Allemands et pour tous ceux qui les soutenaient.

Macmillan, dans les années 1930, n'était qu'un obscur député [*backbencher*]. On pourrait, bien sûr, citer l'ultra-belliciste en personne, Winston Churchill. Ce dernier, financé par les sionistes, poussait le pays à la surenchère dans le but de miner Chamberlain, car Churchill possédait un appétit insatiable pour le pouvoir. Selon l'historien A.J.P. Taylor, ce fut ce même Chamberlain tant décrié qui fit plus que quiconque pour

réarmer la Grande-Bretagne et la préparer à la guerre. C'est son dynamisme qui permit de réaliser jusqu'au bout le programme d'armement de 1937.

Cela n'empêcha pas Churchill d'agiter « l'épouvantail » allemand pour favoriser ses propres ambitions et chercher à déloger Chamberlain. Par ses discours et ses articles de presse, Churchill en appela, ouvertement et constamment, à une nouvelle guerre. C'est ainsi qu'il déclara à Ribbentrop, au cours d'un dîner en 1937 : « Si l'Allemagne se sent trop à l'étroit dans ses bottes, elle recevra une nouvelle correction » (cité dans *La Guerre de Churchill* de David Irving). Une fois au pouvoir, Churchill continua à utiliser la menace allemande de toutes ses forces.

En tout cas, une « garantie » britannique fut donnée publiquement, de façon inopinée, à l'intransigeante dictature militaire polonaise. Il se peut que le fait d'avoir donné cette garantie ait encouragé les Polonais à refuser tout compromis à propos de Danzig et des problèmes du corridor polonais. On pourrait considérer que le « chèque en blanc » offert par l'Angleterre aux colonels polonais détruisit toute chance que la Pologne adopte une attitude moins belliciste. Les accords de Munich donnèrent à l'Angleterre un répit de douze mois, mais ils eurent pour conséquences l'abandon des démocrates tchèques et l'engagement dans une guerre pour une sordide dictature militaire polonaise.

Pendant ce temps, en Grande-Bretagne, un programme d'urgence fut immédiatement mis en œuvre pour édifier l'armée britannique jusqu'alors négligée. L'effort arrivait trop tard. Contre leur volonté, et parce qu'elles s'étaient engagées trop vite et publiquement, l'Angleterre et la France se sentirent obligées de déclarer la guerre en septembre quand l'Allemagne attaqua la Pologne. Elles ne pouvaient pas faire marche arrière sans perdre complètement la face.

La perte des divisions de l'armée tchèque au cours de l'année précédente (1938) n'était pas vitale ; le genre de guerre que l'Angleterre avait espéré mener consistait à faire tenir la Ligne Maginot par l'énorme armée française pendant que les forces aériennes et navales britanniques imposeraient un blocus à l'Allemagne et forceraient celle-ci à se soumettre. Le programme de réarmement britannique était, en réalité, beaucoup

plus complet que l'effort allemand, mais il avait besoin de temps pour porter ses fruits. En outre, la part du lion allait au renforcement de la Marine et de la Force aérienne. C'était logique, puisque l'Angleterre entendait mener une guerre exerçant un blocus contre l'Allemagne.

*L'armée britannique* n'était pas bien équipée. Avant d'être reconduite hors de France, on s'aperçut qu'elle avait des effectifs trop minces, des chars mal conçus, une artillerie peu performante et presque pas de canons anti-chars. Les troupes étaient de médiocre qualité et mal entraînées. Les officiers britanniques, dans leur ensemble, étaient incompetents et se référaient encore à la guerre des tranchées de 1914, malgré les leçons qu'ils auraient dû tirer de la mobilité de la campagne éclair (le « *Blitzkrieg* ») contre la Pologne, qui avait eu un immense retentissement, sept mois plus tôt. Les excellents films d'actualité allemands sur la guerre faisaient grand cas de l'emploi combiné de blindés, de bombardiers en piqué et d'infanterie motorisée de la Wehrmacht. Pourquoi ne se trouvait-il personne du côté des Alliés pour les étudier ?

Pendant que la Pologne se faisait envahir, l'action de la Grande-Bretagne se réduisit à lâcher des tracts au-dessus de l'Allemagne. La prétendue toute-puissante armée française était installée derrière la Ligne Maginot et ne faisait rien, permettant à l'Allemagne de ne laisser qu'une force symbolique pour protéger son Mur occidental [la « ligne Siegfried »]. Et quand, en 1944, les forces russes entrèrent en Pologne, à la poursuite des Allemands qui battaient en retraite, et installèrent un régime à leurs ordres, l'Angleterre jeta par la fenêtre la « garantie » de 1939 et la « Realpolitik » prit la relève. La prétendue « garantie britannique de l'indépendance polonaise » se révéla ce qu'elle avait toujours été : une tromperie.

#### LE DÉCROCHAGE DE LA GAUCHE

Il était naturel que le mouvement communiste, si fortement infiltré et influencé par des activistes juifs, s'engageât dans une lutte passionnée contre l'antisémitisme du national-socialisme. (Dans le monde contemporain, on trouvera aussi des juifs inspirant et soutenant des campagnes « antiracistes », et pour

la même raison : en ligne avancée de défense pour protéger les intérêts de la communauté juive.) Vu la longue implication du parti communiste dans la lutte antifasciste et antinazie d'avant-guerre, il semblait entièrement logique que les communistes, au début, accueillent favorablement la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne.

Les communistes estimaient que l'Angleterre avait raison de prendre les armes. Cependant, le parti communiste britannique négligeait le fait qu'entre-temps l'Union soviétique était devenue une alliée provisoire de l'Allemagne, à la suite du pacte germano-soviétique d'août 1939. Selon les termes de ce pacte, l'Union soviétique acceptait de ne pas faire la guerre à l'Allemagne, acceptait de fournir à l'Allemagne d'énormes quantités de matières premières et de produits alimentaires de façon permanente (en fait, jusqu'au 21 juin 1941), acceptait de remettre à Hitler un certain nombre de réfugiés allemands, acceptait le principe d'un partage de la Pologne entre l'Allemagne et la Russie et recevait l'assurance que les États baltes seraient « considérés comme partie intégrante de la sphère d'influence russe ».

Après l'écrasement de la Pologne et son occupation à la fois par les armées allemande et soviétique, Molotov publia une déclaration saluant la fin de « cet état artificiel ». La collaboration de Moscou avec les Allemands alla même plus loin.

De nombreuses années plus tard, Jiri Pelikan, devenu entre-temps mon ami (voy. les chapitres sur les Tchèques), était interviewé par la *New Left Review* [Revue de la nouvelle gauche] britannique en janvier 1972. Pelikan dirigeait le IUS (The International Union of Students) [Syndicat international des Étudiants], de mon temps, et était membre du comité central du parti communiste tchèque. Il fut arrêté par les Allemands pendant la guerre et, après son évasion, il vécut clandestinement les quatre années suivantes en Tchécoslovaquie. Voici ce qu'il avait à dire sur la période de 1939 :

Dès le début de l'invasion (c'est-à-dire l'occupation allemande de la Bohême, en mars 1939 — *note de Denis Hill*) quand commença la résistance, la politique russe nous consterna. Par exemple, je me rappelle parfaitement le cas d'un ami. Il était bien plus âgé que moi et avait été communiste depuis ses études à l'université en 1933 ; il était également l'un des

membres dirigeants du parti dans notre ville de Moravie. Quand il reçut des instructions du Komintern, après l'occupation nazie, il fut particulièrement ébranlé.

Même des messages signés de Gottwald en personne affirmaient que les soldats allemands qui avaient envahi la Tchécoslovaquie étaient, en fait, des prolétaires sous l'uniforme militaire et donc, en aucune façon, des ennemis de classe ! Les véritables ennemis étaient la bourgeoisie tchèque dirigée par Bénès et les ploutocrates américains et anglais. C'était la ligne officielle du Komintern à l'époque. Je me souviens que mon ami refusa de transmettre ces instructions aux membres du Parti.

Gottwald était le chef du parti tchèque, exilé à Moscou. Après la guerre, il rentra dans son pays pour diriger les communistes tchèques et, par la suite, devint le premier président communiste de la Tchécoslovaquie. J'aurai l'occasion de reparler de Pelikan quand j'aborderai les chapitres consacrés à la Tchécoslovaquie.

Au début de l'année 1940, l'Union soviétique annexa par la force les républiques indépendantes de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie. A peu près au même moment, les Soviétiques s'emparèrent d'un gros morceau de la Roumanie et y établirent la république soviétique de Moldavie. Vers la fin de 1940, Molotov (en visite officielle à Berlin) consentit même à rapporter à Moscou une proposition selon laquelle l'Union soviétique devrait rejoindre l'Axe ! Il faut ajouter que le Kremlin déclina, par la suite, l'invitation.

Pendant la visite de Molotov à Berlin, interrompue par un raid aérien britannique, Ribbentrop déploya tous ses efforts pour le persuader de rejoindre l'Axe et de reconnaître que l'Angleterre était finie. Selon Staline, qui répéta l'incident à Churchill, Molotov répliqua : « Si tel est le cas, pourquoi sommes-nous dans cet abri et à qui appartiennent ces bombes qui tombent sur nous ? »

En raison de la nouvelle politique soviétique de coopération avec le III<sup>e</sup> Reich, la position d'avant-guerre des communistes anglais se retourna en quelques semaines et, le 7 octobre 1939, le comité central du parti (qui se nomme, à présent, le « Bureau national ») publia une déclaration qui affirmait : « La continuation de cette guerre n'est pas dans l'intérêt des peuples d'Angleterre, de France et d'Allemagne

[...]. Cette guerre est un combat entre des puissances impérialistes qui se disputent des profits, des colonies et la domination du monde » (voy. appendice à 1939 — *Le PC et la guerre*, pour les détails, la bibliographie).

Ainsi, après une bévue initiale, les communistes parvinrent-ils à une évaluation correcte de la guerre, celle d'un conflit impérialiste. Ils voyaient juste, *mais avec de fausses raisons* le changement de politique ne se produisit pas parce que les membres du parti s'étaient aperçus de leur erreur. (On se rendrait compte par la suite que le seul membre qui s'opposa à cette ligne, dès le début, fut l'Anglo-Indien Palme Dutt.) Le fait est que le parti britannique reçut du Komintern, c'est-à-dire du parti communiste soviétique, c'est-à-dire de Staline, l'instruction de changer de cap.

Cette interprétation est parfaitement corroborée par le parti communiste britannique lui-même dans un rapport établi quarante ans plus tard, au cours d'un congrès sur l'Histoire organisé par le parti communiste au sujet de la volte-face de 1939 et publié sous le titre susmentionné. A partir de ce document, il est évident qu'à cette époque le parti communiste n'était pas un parti politique réellement indépendant. Au cours de la période d'après-guerre et post-stalinienne, la plupart des communistes britanniques ont pris leurs distances vis-à-vis de Moscou et peuvent prétendre jusqu'à un certain point être un parti patriotique qui s'efforce d'inventer une conception marxiste du monde propre à leur pays. Hélas, ce n'était pas le cas en 1939.

A deux reprises (en octobre 1939 et en juillet 1940), Hitler en appela publiquement aux Britanniques pour arrêter la guerre sans que cela entraînant de frais pour l'Angleterre. Une minorité d'Anglais, comprenant des communistes, se prononcèrent en faveur d'une paix négociée. Vers la fin de l'année 1940, la cellule de regroupement des renseignements (Mass Observation) [Institut de sondage] du ministère de l'Intérieur donna sa conclusion : « La population ne s'est jamais passionnée pour cette guerre avant son déclenchement et n'a jamais atteint un haut niveau d'enthousiasme à aucun moment depuis son déclenchement... » (M.O., dossier FR 568).

On a beaucoup critiqué la lenteur britannique pendant la période de la drôle de guerre. L'administration n'arrangeait

pas les choses : le style et le contenu de la propagande du gouvernement avant l'accession au pouvoir de Churchill étaient pathétiques. Certains efforts furent déployés par les milieux de l'opposition pour promouvoir une campagne contre la guerre. Du début des hostilités jusqu'à l'attaque allemande contre la Russie, il exista un mouvement semi-légal contre la guerre. Le peuple britannique ne nourrissait aucune querelle légitime contre la nation allemande. En raison du lavage de cerveau (comme toujours) de l'ensemble de la population, c'est là un point de vue qui est encore minoritaire.

Les communistes participèrent grandement au mouvement contre la guerre et ils n'étaient pas seuls. Par exemple, quelque soixante-dix fédérations locales du parti travailliste affichaient publiquement leur opposition à la guerre. Dans les jours fiévreux de 1940, de nombreux députés travaillistes rebelles faisaient circuler des notes proposant un moyen de sortir de la guerre. Certains éléments de la droite s'activaient également pour proposer un règlement négocié, car l'aile droite n'était, en aucune façon, unie dans la lutte contre l'Allemagne. Une autre personnalité éminente était opposée à la guerre et voulait l'empêcher de se poursuivre : c'était Lloyd George, qui avait été premier ministre pendant la première guerre mondiale. Au Parlement, il affirma que les offres de paix d'Hitler devaient être examinées sérieusement.

En mars 1940, les communistes du Sussex tinrent un congrès du comté. A cette occasion, Ernie Trory, l'organisateur local permanent, déclara : « Depuis plus de six mois, les impérialismes rivaux d'Angleterre et de France, d'un côté, et de l'Allemagne, de l'autre, se sont enfermés dans une lutte pour la domination des marchés et des sphères d'influence... »

Plus loin dans son discours, M. Trory se mit à dresser la liste des fédérations locales qui s'étaient déclarées contre la poursuite de la guerre : les fédérations du parti travailliste d'Eastbourne et de Chichester, les sociétés coopératives de Brighton et d'Eastbourne, le syndicat des vendeurs et le « General & Municipal » de Brighton, les agents du CIS de Brighton, le NUC (National Union of Clerks) [Syndicat national des employés de banques] de Brighton et toute une gamme d'autres organisations telles que les guildes coopératives, sans compter des branches syndicales plus petites à travers le comté. On

essaya d'obtenir le revirement de la Chambre de commerce de Brighton contre la guerre, mais ce fut un échec.

Tout cela se produisit avant l'effondrement de la France qui aboutit à l'expulsion des forces britanniques de l'Europe continentale. La chute de la France et l'isolement de la Grande-Bretagne qui s'ensuivit ne firent rien pour convaincre les gens de gauche que la guerre était justifiée. Le 21 juin (1940), le parti communiste publia en hâte un tract national intitulé « Le peuple doit agir ». J'ai jeté un coup d'œil à ce texte aux archives de la M.O. et la lecture en vaut la peine.

Ce tract exigeait le renvoi de Churchill et la formation d'un gouvernement populaire pour négocier une fin à la guerre. Dans le numéro de novembre (1940) du *Labour Monthly* [Le Mensuel travailliste], nous trouvons le texte suivant de Palme Dutt :

Le mouvement grandissant de ceux qui s'opposent à la guerre s'exprime pour la première fois pour exiger la paix, la fin immédiate de la guerre et la convocation d'une conférence pour la paix...

Au printemps 1940, il y eut une vague d'arrestations massives lorsque les étrangers furent rassemblés et internés. On procéda parfois avec beaucoup de brutalité et nombre d'entre ces personnes furent détenues dans de dures conditions. Rien de tout cela ne pouvait être publié à cette époque, mais un livre, après la guerre, a décrit ces événements avec précision (voy. *Collar The Lot !* [Attrapez-les tous !], page de bibliographie). En même temps, les autorités lancèrent une série d'actions contre ce qu'elles appelaient « la peur et le découragement », dont la propagation devint un délit.

L'organisme de sondages sociaux, la « Mass Observation », remit un rapport secret hebdomadaire au ministère de l'Intérieur. J'ai eu accès à quelques-uns de ces documents confidentiels. Ces rapports traitent du moral de la population, de son degré de confiance envers le gouvernement, de ses réactions devant les efforts de guerre, etc. Le tableau qu'ils révèlent est sensiblement différent des « histoires radieuses » rapportées par les journaux de l'époque.

Ce qu'on doit retenir de tout cela, c'est que toute activité politique normale fut abolie après avril 1940 et la Chambre des

communes devint une simple chambre d'enregistrement destinée à avaliser les actions du gouvernement, quelles qu'elles fussent. Dans « la guerre pour la démocratie », la démocratie elle-même était suspendue. Le 9 mai 1940, le gouvernement émit une série d' « Ordres du Conseil ». C'est ce qu'on a appelé par la suite les Règlements de la Défense.

Selon Ernie Trory, à l'époque organisateur du parti communiste dans le Sussex, « devint un délit puni par la loi le fait de s'opposer à la guerre et d'en appeler à la paix, aussi bien par écrit que verbalement, délit passible d'une peine de sept ans d'emprisonnement. D'après ces règlements, des journaux pouvaient être supprimés, des imprimeries fermées et même des duplicateurs saisis » (voy. *Imperialist War* [La guerre impérialiste], répertorié dans la bibliographie).

La campagne contre « la peur et le découragement » atteignit parfois des sommets ridicules et beaucoup de personnes tombèrent sous le coup de cette loi. Il y eut de nombreuses poursuites. Plusieurs milliers de personnes furent condamnées à des amendes ou emprisonnées pour « défaitisme » ou « propagation de rumeurs ». A un certain moment, des civils contestataires furent même menacés d'être traduits devant une cour martiale. Churchill lui-même se sentit obligé d'écrire au ministre de l'Intérieur pour mettre en question la sévérité d'une peine de cinq ans d'emprisonnement prononcée contre une femme qui avait déclaré qu' « Hitler était un meilleur dirigeant que Churchill » (Martin Gilbert, dans sa biographie de Churchill).

L'aspect le plus important et le plus significatif du mouvement contre la guerre fut la campagne de la Convention du Peuple. Cette idée prit racine au cours de l'été 1940 et une vigoureuse campagne fut lancée en vue d'obtenir un soutien en faveur d'une conférence nationale (qui s'appellerait « La Convention du Peuple ») au mois de janvier suivant (1941). En cet hiver, la population était lasse et craintive. Personne ne pouvait imaginer la fin des bombardements avant que chaque ville anglaise ne fût détruite de fond en comble. Dans les abris anti-aériens et dans les usines, les communistes rassemblèrent des milliers de signatures en faveur de la campagne pour la Convention.

La Convention du Peuple fit campagne pour une « Paix du Peuple ». Ce slogan avait des avantages. Il sauvait la face, car

il ne suggérait pas de faire la paix selon les conditions allemandes. Il restait dans la légalité, car il affirmait avec insistance qu'il était contre Hitler. En définitive, 2 234 personnes assistèrent à la conférence, malgré la vive hostilité des cadres du parti travailliste et des syndicats. L'organisme de sondages, le Mass Observation, envoya une équipe sur les lieux de la conférence. Voici le compte rendu qu'ils en donnèrent plus tard : « La Convention était pleine à craquer. Un grand nombre d'individus ont aussi essayé d'y assister, mais il a fallu leur refuser l'entrée. Le groupe d'âge dominant était de 25 à 35 ans, en grande majorité d'origine ouvrière. »

La Convention adopta un programme en six points, mais la campagne complémentaire qui avait été envisagée fut gravement atteinte par l'interdiction du *Daily Worker* par le gouvernement. Les efforts des communistes furent détournés en faveur d'une campagne pour sauver le journal. Cinq mois plus tard, l'Allemagne envahissait l'Union soviétique et le parti communiste décida, en définitive, de soutenir la guerre. La Convention disparut et le mouvement contre la guerre fut trahi.

L'avocat de gauche, D.N. Pritt, en donna très franchement la raison. Il écrivit plus tard :

Il est clair que la position de la Convention du Peuple a été profondément modifiée par la nouvelle tournure prise par les événements. La guerre tout entière était transformée, car chaque coup porté contre Hitler était un coup porté contre le fascisme ... Nous avons rapidement décidé que continuer à travailler à la constitution d'un Gouvernement du Peuple ... ne pouvait qu'entraver la victoire contre le fascisme.

Il y a là une logique qui m'a toujours déconcerté. Si chaque « coup » porté contre Hitler devait être accueilli favorablement, n'était-ce pas aussi le cas avant juin 1941 ? Si la guerre des Anglais avant 1941 était un conflit lancé par l'impérialisme britannique, cessait-elle de l'être après juin 1941 ?

Certains communistes voudraient aujourd'hui désavouer la prise de position de leur parti contre la guerre au cours des deux premières années parce qu'ils croient que cela entre en contradiction avec le soutien fourni plus tard par le parti en faveur de l'effort de guerre. Ce soutien fut total et enthousiaste et il amena les communistes à abandonner la plupart de leurs attaques

contre le gouvernement de Churchill. La passion pour l'unité nationale fut poussée jusqu'au point de douter de la possibilité d'une victoire travailliste en 1945 et de proposer, à la place, « un gouvernement travailliste et progressiste », avec même le soutien de libéraux et de conservateurs de gauche et fondé principalement sur l'application des accords de Yalta.

C'est au cours de cette époque de soutien sans réserve à la guerre que je me mis à fréquenter la Ligue des Jeunesses Communistes. Comme je l'ai déjà signalé, je suis arrivé à la conclusion que la lutte contre l'Allemagne était contraire aux intérêts vitaux de la nation britannique. Si cela était vrai avant 1941, cela restait certainement vrai après 1941. Je ne m'en rendais pas compte à l'époque mais je le comprends clairement aujourd'hui.

#### LE CHOIX DE LA NEUTRALITÉ

Ce qu'il faut bien comprendre quand on aborde cette question, c'est que ce n'était pas une guerre que l'Allemagne voulait mener contre l'Angleterre. Il existe une opinion largement répandue selon laquelle l'Allemagne complotait la destruction de l'Angleterre et que, par conséquent, il était absolument nécessaire pour les Anglais de se battre. Les faits indiquent le contraire. Il est certain que l'Allemagne avait l'intention de faire la guerre — mais non contre l'Angleterre. Si c'était inévitable, les Allemands étaient prêts à se battre contre la France afin de protéger les arrières allemands, mais seulement en guise de préliminaire à la véritable cible : une campagne de conquête contre la Russie.

Une guerre contre la France n'était pas une fin en soi et, d'ailleurs, pour l'opinion allemande, on pouvait même l'éviter. Jusque-là, le calcul était correct. La France ne se serait pas risquée dans une guerre sans le soutien de la Grande-Bretagne. Par conséquent, la décision britannique de s'y engager entraîna la France par la même occasion. L'offensive de l'armée allemande contre la France en 1940 n'était pas un acte de vengeance — elle était destinée à neutraliser la France. C'est ce qu'elle réussit à faire, de manière très efficace.

Les Anglais ont une vue plutôt égocentrique et croient pour la plupart que l'ensemble du conflit 1939-1945 s'est réduit

essentiellement à une épreuve de force entre les Anglais et les Allemands. L'engagement de l'Angleterre avait certainement d'énormes conséquences, mais, après le milieu de l'année 1941, il était devenu secondaire dans la politique de guerre allemande, et ce furent les États-Unis et l'Union soviétique qui fournirent les effectifs qui écrasèrent l'Allemagne. Formulons les choses autrement : sans les États-Unis, l'Angleterre aurait-elle pu être davantage qu'un agacement destructeur pour l'Allemagne ? Il n'est pas du tout concevable que l'Angleterre seule aurait pu monter une opération comme celle du Débarquement.

Mais sans l'engagement britannique, il n'y aurait certainement pas eu d'engagement américain. Ne fût-ce que pour une raison d'ordre pratique, à savoir que les États-Unis n'auraient pas pu combattre l'Allemagne sans utiliser le Royaume-Uni comme base. Ainsi la Russie se serait-elle battue seule. Il est tout à fait vraisemblable que la guerre germano-soviétique se serait terminée dans une impasse et par une paix de compromis, fondée sur la conservation par l'Allemagne d'une partie, au moins, du territoire soviétique conquis. Il semble qu'en 1942-1943 Staline ait très sérieusement envisagé une sorte d'arrangement de paix.

La participation américaine — une garantie de la défaite ultime de l'Allemagne — ne pouvait que renforcer la résolution soviétique de continuer à combattre jusqu'à ce que les Anglo-Saxons attirent la force allemande vers l'Ouest. Le résultat ultime de cette guerre fut d'enlever à l'Angleterre et à l'Allemagne leur rang de premières puissances et de les remplacer par l'Amérique et la Russie. C'est pourquoi l'équilibre des forces mondiales a été complètement modifié par l'engagement britannique dans la guerre.

J'ai dit plus haut que l'Angleterre s'était engagée dans ce qui n'aurait été autrement qu'« une guerre purement germano-soviétique », et je le dis parce que l'intention de l'Allemagne, avant tout et toujours, était une épreuve de force avec l'Union soviétique. Hitler n'avait jamais voulu se battre contre l'Angleterre et *Mein Kampf* parfaitement clair là-dessus. Si son intention avait été de s'en prendre à la Grande-Bretagne, il ne fait aucun doute qu'il se serait doté d'une flotte puissante et d'une force aérienne de longue portée. Il ne fit ni l'un ni l'autre. Il est tout à fait vrai qu'il y avait certains éléments en Alle-

magne qui désiraient une guerre avec l'Angleterre ou qui la jugeaient inévitable, mais ce n'était pas l'opinion d'Hitler.

Il y a là une merveilleuse ironie. Franklin D. Roosevelt, avec qui Churchill entretenait une relation servile, était l'ennemi déclaré de l'Empire britannique. Du début à la fin, Roosevelt s'employa à affaiblir puis à détruire cet empire. Hitler, au contraire, était un grand admirateur de l'Empire britannique et, à plusieurs reprises, il offrit l'envoi de troupes allemandes pour contribuer à son maintien, sur la base de compensations réciproques. Par là, il laissait entendre que, si l'Angleterre respectait le droit de l'Allemagne à posséder des colonies russes, alors, lui, Hitler, accepterait l'énorme empire mondial britannique.

#### POURQUOI L'ALLEMAGNE SE TOURNA CONTRE L'OUEST

Il me semble que, quels que soient les sentiments, nationalistes ou anti-allemands ou antinazis, du lecteur, une évidence s'impose : le lancement d'une guerre contre l'Allemagne a constitué une erreur désastreuse de la part des Anglais. En nous attaquant à l'Allemagne, nous avons eu les yeux plus gros que le ventre et nous nous sommes fait évincer par les Russes et les Américains.

Il en est qui soutiennent qu'il était nécessaire de nous opposer à l'expansion allemande. Pourtant les objectifs de l'Allemagne étaient clairement orientés vers l'Est et ne menaçaient pas directement le Royaume-Uni. Les actions allemandes contre l'Europe occidentale furent, à chaque fois, dictées par le fait que *l'alliance franco-anglaise avait déclaré la guerre à l'Allemagne*. L'occupation provisoire de certains pays européens de l'Ouest était une nécessité du point de vue allemand. Par exemple, la Norvège devait être occupée pour empêcher les Anglais de le faire.

Les troupes britanniques et françaises débarquèrent en Norvège *dans les heures qui suivirent* l'arrivée de l'armée allemande. Il y avait une explication très simple à cette riposte « rapide ». On fit beaucoup de scandale, hypocritement, à propos du comportement atroce des Allemands qui violaient la neutralité norvégienne. A l'époque, il ne vint pas à l'esprit de

la plupart des gens de se demander comment l'Angleterre (connue pour être lente à la détente) avait pu être en mesure de faire débarquer des troupes aussi rapidement.

La vérité est que les Allemands s'étaient mis en mouvement pour prévenir une invasion *anglo-française* de la Norvège. Dans ce but, des troupes britanniques et françaises étaient chargées à bord de bateaux de transport, au large de l'Écosse, au moment précis où des unités allemandes d'avant-garde débarquaient en Norvège. Si les unités alliées étaient parties 48 heures plus tôt, l'histoire aurait stigmatisé les Alliés comme les agresseurs et les Allemands auraient été regardés comme des libérateurs.

Plus rapide, l'ennemi devança les Alliés. A ce propos, les Britanniques avaient aussi envisagé d'envahir la Suède, restée neutre, en vue d'intercepter les minerais suédois fournis à l'Allemagne. A un moment donné, on envisagea sérieusement d'envahir et d'occuper la République d'Irlande. Plus tard dans la guerre, l'Angleterre envahit également et occupa l'Islande, restée neutre, les Açores (portugaises) restées neutres, la Syrie (française sous le gouvernement de Vichy), restée neutre, et l'Iran, resté neutre — pour ce dernier cas, dans le cadre d'une opération en commun avec l'URSS. Voilà ce qui s'appelle la « morale » et les « droits des petites nations »...

Au cours de la guerre-éclair de mai 1940, l'Allemagne pénétra aux Pays-Bas, en partie pour contourner la Ligne Maginot et prendre ainsi dans une nasse les troupes françaises et britanniques en Belgique. Cependant, il y avait une raison subsidiaire et tout aussi nécessaire qui la forçait à agir ainsi, c'était la crainte de voir les forces anglo-françaises menacer la Ruhr. C'était une peur bien fondée ; les responsables militaires anglo-français avaient bel et bien discuté de la possibilité de pratiquer une percée à travers la Belgique restée neutre.

En ce qui concerne la Yougoslavie et la Grèce, une action allemande était nécessaire parce que l'Italie avait impétueusement attaqué la Grèce, à la grande colère d'Hitler. L'Italie s'enlisa vite, se trouva en difficulté et les Britanniques s'engagèrent allègrement dans la région. Hitler avait besoin de faire passer des troupes à travers la Yougoslavie pour atteindre la Grèce. Des bases aériennes britanniques en Grèce auraient représenté un désastre pour l'approvisionnement en pétrole de l'Allemagne, depuis la Roumanie toute proche. Les champs

pétrolifères de Ploesti fournissaient la moitié des besoins de l'Allemagne.

#### LE SOUTIEN DE L'EUROPE À L'ALLEMAGNE

Une fois la guerre en marche, il est un aspect de la question que le peuple britannique minimisa : le fait que l'Allemagne réussit à rassembler une partie substantielle de l'opinion publique européenne autour de ce qui allait s'appeler la croisade contre le bolchevisme. Cela arrangeait Whitehall de représenter une Europe en train de gémir sous la botte allemande. A en croire les films tournés pendant la guerre (et après la guerre), les peuples occupés furent unanimes dans leur résistance à la tyrannie. Et ainsi de suite... En réalité, la situation était un peu plus compliquée.

L'antinazisme ne devrait pas nous aveugler au point de ne pas voir que l'Allemagne réussit à se concilier de larges parties de l'Europe occupée. La « résistance » dans l'Europe occupée par les Allemands se réduisait à peut-être 5 % de la population et nous conduisit à ce qu'on appelle aujourd'hui le « terrorisme », c'est-à-dire à des assassinats, au lancement de bombes dans les lieux publics, etc. Le langage des forces d'occupation allemandes employé pour parler de ces terroristes est — constatation gênante ! — presque mot pour mot identique au langage de l'armée britannique au sujet de l'IRA.

La plupart des populations occupées étaient hostiles aux groupes de résistance, baissaient la tête et continuaient à se rendre à leur travail et à collaborer avec les autorités d'occupation. Le feuilleton comique *Allo, Allo* [dont l'action se situe en France occupée] n'est pas une pure fiction. C'était le cas en Belgique, en France, en Hollande, en Norvège, etc. C'était également le cas en Bohême, où Londres craignit que les Allemands n'obtiennent une forme de soutien après la mise en œuvre par Heydrich de certaines réformes sociales. C'est la raison pour laquelle Londres expédia à Prague une équipe de choc de terroristes pour assassiner Heydrich, « gouverneur » de Bohême.

Partout en Europe, la fonction publique locale, la poste, les forces de police locales, les maires et autres dignitaires, ainsi

que l'industrie en général — tout continua à fonctionner normalement. Le Danemark occupé par les Allemands, par exemple, garda son roi et son parlement et même organisa des élections générales au milieu de la guerre, en 1943.

A travers l'Europe, les bars et les hôtels faisaient de bonnes affaires, les filles sortaient avec des soldats allemands et des centaines de milliers d'hommes s'engagèrent comme *volontaires* dans la Waffen-SS. Par exemple, cinquante mille hommes en provenance de la minuscule Hollande, vingt mille de la France, quarante mille de la Belgique, douze mille des petites populations du Danemark et de la Norvège, plusieurs milliers de Lettonie, une division musulmane tout entière de Yougoslavie, etc. Au total, un demi-million de volontaires en provenance d'un large éventail de pays. On trouvera tous les détails concernant ces contingents étrangers dans l'ouvrage de David Littlejohn, *The Patriotic Traitors* [Les Traîtres patriotes], Heinemann, 1972.

En complément de ceux qui s'engagèrent dans la Waffen-SS, plusieurs milliers d'autres se portèrent volontaires pour un travail auxiliaire, comme ouvriers du bâtiment dans « l'Organisation Todt », ou pour renforcer le personnel affecté à la défense anti-aérienne, etc. et des centaines de milliers de Polonais, de Français, de Lettons, de Slovaques et de Croates entrèrent dans les forces auxiliaires de la Police. Il ne faudrait pas oublier non plus que deux millions de citoyens soviétiques choisirent de servir dans la Wehrmacht ou dans des unités auxiliaires de la Wehrmacht. L'une des erreurs les plus graves commises par les Allemands fut de se comporter si mal en Russie qu'ils perdirent la chance de recruter des millions de Russes supplémentaires.

Peu de gens sont conscients qu'il y eut, en fait, plus de non-Allemands que d'Allemands dans la Waffen-SS. Il se peut que l'idéologie ait joué un rôle dans la guerre si nous considérons que bon nombre de ces volontaires s'engagèrent par idéalisme. Sous la pression que constituait la pénurie de main-d'œuvre en temps de guerre, la Waffen-SS cessa d'être le corps d'élite allemand d'origine pour devenir, à la place, le prototype d'une armée européenne. Une étude détaillée de cette question signale ceci :

Au début de la seconde guerre mondiale, le nombre de non-Allemands servant dans les rangs de la Waffen-SS était

négligeable ; à la fin, les étrangers étaient bien plus nombreux que les Allemands d'origine. Des 38 divisions SS qui existaient en 1945, aucune n'était composée entièrement d'Allemands d'origine et 19 comprenaient, en majorité, du personnel étranger (George Stein, *The Waffen-SS* Cornell U.P.).

Et il ne s'agissait pas simplement là de forces symboliques. Pour la plupart, ces soldats se battirent vaillamment et correctement, et obtinrent de nombreuses décorations pour leur bravoure (on trouvera des détails dans *The Patriotic Traitors* de David Littlejohn — voy. la bibliographie).

C'est une erreur courante de croire que l'Allemagne s'est mise à envahir des pays seulement pour le plaisir de faire le mal, ou parce que cela faisait partie d'un plan d'ensemble pour dominer l'ensemble de l'Europe. Une école de pensée, à ce moment-là (et cela continue aujourd'hui), affirmait que l'Allemagne travaillait à une sorte de projet et de calendrier pour la conquête de l'Europe.

En fait, dans une large mesure, les Allemands réagirent simplement à une suite d'événements qui s'enchaînaient les uns aux autres et qu'ils ne maîtrisaient pas tous. Les différentes invasions et occupations furent, pour la plupart, décidées en fonction des nécessités du moment. Jouer au jeu de l'histoire « Que se serait-il passé si ? » est toujours captivant mais toujours impossible à prouver. Cependant, il paraît extrêmement probable que, si l'Angleterre ne s'était pas engagée dans la guerre, l'occupation par l'Allemagne de la Hollande, du Danemark, de la Norvège et de la Grèce n'aurait pas eu lieu.

#### ENIGMA : L'ULTRA SECRET

Tout au long de la guerre, un cercle limité de gens « au courant » (et, en tout premier lieu, Churchill lui-même) déchiffrait la plupart des messages radio allemands. Au moment de la Bataille d'Angleterre, seuls les signaux de la Luftwaffe pouvaient être déchiffrés, mais, en l'espace d'un an environ, les Anglais furent également en mesure de déchiffrer les signaux de l'armée et de la marine allemandes. Ce fait, le code connu sous le nom d' « Ultra secret » (c'est-à-dire l'interception et le décodage des codes du système allemand « Enig-

ma ») fut caché pendant trente-cinq ans. L'unité d'interception était basée à Bletchley Park et, se développant après la guerre, finit par devenir le célèbre « GCHQ » [Grand quartier général du chiffre] de Cheltenham.

Le « déchiffrage » britannique de nombreuses communications radio codées allemandes nous mettait au courant des intentions et des possibilités allemandes. Naturellement, la découverte ne fut pas dévoilée, car elle aurait renseigné l'ennemi et seul un nombre infime de personnes connaissaient la vérité. Quant à savoir si ces renseignements inestimables étaient correctement exploités, c'est une autre question, et il est vraisemblable que non. Le secret était tel que la plupart des militaires ne furent pas mis au courant.

Le flot réel de renseignements en provenance d' « Ultra » ne commença à circuler qu'à partir du milieu de 1940. Même à ce moment-là, il ne révéla pas l'étourdissante vérité : à savoir que l'Allemagne s'était battue pendant la première partie de la guerre avec une mobilisation seulement partielle. Ce ne fut qu'après Stalingrad (au début de 1943) que les Allemands commencèrent à se mobiliser totalement, mais à ce moment-là il était trop tard. La production allemande d'armement atteignait réellement son apogée en [juillet] 1944. Ce n'est qu'à partir du milieu des années soixante-dix que tout ceci fut révélé (voy. *The Ultra Secret* du Group Captain [Colonel] Winterbotham, dans mes pages de bibliographie). *Le résultat de cette révélation est que toute histoire de la guerre publiée avant 1974 a probablement besoin d'être révisée*

Cependant, l'honnêteté exige de dire que la connaissance que nous avons acquise n'était pas toujours complète. Et puis, pour protéger le secret, un grand nombre de renseignements n'étaient pas communiqués même aux officiers supérieurs de l'armée. Ainsi, par exemple, les stratèges britanniques trouvèrent le moyen de faire descendre les parachutistes d'Arnhem au beau milieu d'une division SS en plein centre de la Hollande, en parfaite ignorance de l'emplacement de cette division, avec pour résultat de lourdes pertes pour les Britanniques.

Cependant, il est clairement établi, à présent, que Churchill savait que la « menace » d'invasion de 1940 n'était pas un événement tout à fait probable, car il connaissait les multiples difficultés des stratèges allemands. Il savait également que la

condition essentielle pour l'Allemagne, c'était d'obtenir la suprématie aérienne. Cela ne signifie pas que la peur de l'invasion n'était pas largement répandue. A la fois le cabinet et les officiers d'état-major (sans parler des hommes de troupe et des civils) étaient convaincus que le péril était imminent.

De la même façon, la plupart des militaires allemands s'affairaient aux préparatifs. Des centaines de barges furent rassemblées à travers l'Europe et envoyées dans les ports français et belges. De nombreuses compagnies allemandes participaient à la programmation, à l'entraînement et au ré-équipement. Ils pensaient, eux aussi, que l'invasion devait avoir lieu. Tout cela constituait une supercherie nécessaire pour tromper les Russes. C'est pourquoi le projet d'invasion du Royaume-Uni ne fut jamais abandonné techniquement — officiellement, il ne fut que différé.

Au printemps de 1941, le rassemblement de troupes allemandes en Pologne commença à être connu des Russes. Il semble que Moscou était persuadé qu'Hitler allait tenter une invasion de l'Angleterre. Finement, les Allemands prétendirent que le déplacement de troupes dans le périmètre de l'Europe de l'Est répondait à un plan fallacieux destiné à abuser les *Britanniques*. Selon un processus de double langage, les Russes furent amenés à penser que les Allemands « faisaient semblant » de se mobiliser contre la Russie tandis qu'en réalité ils se préparaient à donner le coup de grâce à l'Angleterre. Cette affaire devient confuse, mais pensons-y quelques instants.

A partir de décembre [1940], les services de renseignements de l'armée britannique étaient capables de déchiffrer les signaux des services de renseignement de l'armée allemande. Un peu plus tard, par une autre source, les Britanniques parvinrent à se procurer un double de la directive d'Hitler intitulée « Opération Barbarossa » (l'invasion de la Russie) émise le 18 décembre et un enregistrement de sa conférence d'état-major du 9 janvier [1941] au cours de laquelle il exposait plus avant la campagne de Russie en perspective (pour de plus amples détails sur ces questions, voy. *Churchill's War* de David Irving).

Il faut dire, et ceci est un point délicat, que « l'heure de gloire de l'Angleterre » fut, jusqu'à un certain point, un peu une supercherie. Cette déclaration contrariera certaines personnes. La légende d'un combat loyal entre la Grande-Bretagne et

l'Allemagne, dans lequel l'Angleterre résista seule contre un ennemi beaucoup plus fort, est un souvenir très précieux. Il possède un charme spécial que le temps ne diminue pas. C'est de là qu'a été tissée l'étoffe de la légende populaire britannique.

Pourtant, en réalité, ce ne fut pas aussi simple. Les Allemands proposèrent une solution de paix et ils conduisirent la bataille d'Angleterre avec beaucoup de graves problèmes qui nuisirent à leur efficacité. Leurs chasseurs n'avaient du carburant que pendant quelques minutes pour survoler l'Angleterre ; ils ignoraient le radar ; et leur meilleur chasseur (le ME 109) n'égalait pas le Spitfire. En définitive, ils ne pouvaient pas détruire la RAF. Aucune invasion n'était donc possible.

Churchill utilisa la peur largement répandue de l'invasion pour consolider son pouvoir. Il s'en servit pour essayer d'attirer l'Amérique dans la guerre. Il repoussa l'offre allemande de faire la paix — rejet qui ne fut pas même discuté par le cabinet britannique, sans parler du peuple britannique. C'est ce qu'a clairement établi John Mackintosh, dans son livre *The British Cabinet System* [Les mécanismes du cabinet britannique]. Churchill utilisa la peur de l'invasion pour justifier les attaques de la RAF contre les villes allemandes. Celles-ci ne furent pas très importantes au début ; elles étaient menées par un nombre limité de bombardiers ne transportant qu'une cargaison limitée de bombes.

Cependant, elles portèrent un sérieux coup au prestige d'Hitler. L'espoir était que cela inciterait la Luftwaffe à détourner ses attaques des cibles militaires vers le bombardement des villes anglaises en guise de représailles. La ruse réussit. La Luftwaffe commit l'erreur d'abandonner ses attaques de 1940 sur les radars britanniques, les usines d'aviation et les terrains d'aviation de la RAF. En réponse à une attaque de la RAF sur Berlin, la Luftwaffe fut lancée contre Londres. La population se rassembla autour du gouvernement britannique, c'est-à-dire autour de Churchill.

Pendant la guerre, il s'est raconté beaucoup de mensonges. L'affirmation d'Hitler selon laquelle « il combattait le bolchevisme » était fautive. Assurément, Hitler était anticommuniste, mais il se serait de toute façon battu contre la Russie, même si les Tsars s'étaient encore trouvés sur le trône, parce qu'il avait besoin de « l'espace vital » russe. Il est vrai que la guerre avait

effectivement des connotations idéologiques. Une invention utile. En fait, la plupart des gens se battaient simplement « pour leur pays ». Pour la majorité, la guerre était menée pour ce qui apparaissait comme la défense des intérêts nationaux respectifs. Ni plus ni moins.

J'ai cherché à savoir s'il y avait eu une justification quelconque à faire la guerre contre Hitler en raison de sa politique étrangère. Pour certaines personnes, la question est hors de propos. Elles estiment qu'Hitler devait être combattu *pour des raisons allemandes internes*. C'est-à-dire qu'elles considèrent que les affaires intérieures du régime justifiaient une intervention extérieure. L'insistance des ennemis politiques de gauche du Reich, les pressions du lobby juif et la politique instinctive traditionnelle du ministère des Affaires étrangères britannique se combinèrent harmonieusement pour entraîner l'Angleterre dans une guerre inutile et ruineuse.

Les partisans de la guerre contre l'Allemagne insistaient sur le fait que le NSDAP était devenu le seul parti politique légal. Ils dénonçaient la répression contre les opposants. Ils mettaient en lumière le fait que les syndicats allemands avaient perdu leur indépendance et avaient été absorbés dans un « Front du travail ». Les juifs concentraient leurs critiques sur la discrimination exercée contre la communauté juive allemande.

Tous ces arguments m'apparaissent éminemment dangereux.

En effet, ils signifient qu'au nom d'un groupe quelconque d'intérêts particuliers anglais, il est permis de plonger la nation dans une guerre de destruction suicidaire. Nous serions alors en présence d'un « lobby » domestique l'emportant sur le bien-être de l'ensemble de la nation.

Ce n'est pas une façon défendable de choisir une politique étrangère. A tout prendre, l'Allemagne avait le gouvernement qu'elle voulait. Hitler était extrêmement populaire et le régime national-socialiste bénéficiait d'un soutien massif : la majorité des suffrages aux élections de 1933 et bien davantage au cours des années suivantes, comme chaque plébiscite le montra. Va-t-on vraiment nous raconter que des pays extérieurs (comme l'Angleterre) avaient le droit de faire la guerre pour abattre un tel régime ? Il ne faut pas s'étonner si le peuple allemand s'est battu jusqu'au dernier souffle ! N'aurions-nous

pas fait de même si un quelconque pays étranger avait essayé de se mêler de *notregouvernement* intérieur ?

Cela signifie que si nous n'approuvons pas les affaires intérieures d'une autre nation, alors nous pouvons employer la force pour vaincre cette nation. C'est accepter la doctrine Brejnev, discréditée, de « la souveraineté limitée », par laquelle l'Union soviétique revendiqua le droit d'intervenir dans les affaires tchèques en 1968. De la même façon, nous accepterions le droit pour l'Oncle Sam de prendre position chaque fois qu'un pays d'Amérique latine choisit un gouvernement modérément libéral.

Oh, non ! dit le critique libéral ou de gauche. Ce n'est pas du tout ce que je voulais dire.

Vraiment ?

Je suggère que ceux qui réclament une intervention extérieure (contre un régime qu'ils désapprouvent) n'en ont pas vraiment mesuré toutes les implications.

Que se passerait-il si Washington décidait d'intervenir contre un éventuel État ouvrier en Grande-Bretagne ? Au moment où j'écris [1988], la Grande-Bretagne est dirigée par une dictature d'une minorité de droite, élue par le quart de la population et elle a pris des mesures qui divisent gravement la population et qui indignent profondément l'ensemble de la nation. Même ainsi, désirons-nous vraiment qu'une intervention extérieure vienne à notre secours ? De Washington ou de Moscou ?

A ceux qui prétendent que nous avons une obligation morale de combattre un régime néfaste, c'est-à-dire le système national-socialiste, à ceux-là je réponds : balivernes. Les nations ne partent pas en guerre parce que les gens n'aiment pas le système politique de leur voisin. Aucune personne saine d'esprit ne suggérerait que, si nous n'aimions pas la façon dont le Pakistan, la Corée ou la Turquie gèrent leurs affaires, nous devrions en conséquence nous battre contre eux.

L'Angleterre s'est-elle battue pour les droits des petites nations ? Cela ne sied guère à « l'entreprise Grande-Bretagne », qui avait colonisé une si grande partie du monde et qui, en 1939-1940, abandonna la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, et ainsi de suite... Elle défendrait la démocratie ? Une plaisanterie ! Avant, pendant et après la

guerre, l'Angleterre n'a guère cessé de faire des affaires avec des régimes fascistes.

*Second extrait :*

LA NATION PARIÀ

Il était inévitable que, dès l'instant où je partais à la découverte de l'Allemagne, je me mette à réfléchir sur le problème allemand. Pendant les années 1930 la question en a tourmenté beaucoup. Le problème était celui d'une Allemagne surpeuplée qui avait besoin de s'étendre, d'une nation aspirant ardemment à unir tous les germanophones. Ce problème doit se poser avec encore plus d'acuité aujourd'hui. Une partie de l'Allemagne est enfermée dans les camisoles jumelles que constituent la CEE et l'OTAN et elle est coupée de ses compatriotes. Les germanophones sont plus divisés que jamais.

Il existe, à présent [1988], trois États purement germanophones : la République fédérale (l'Allemagne de l'Ouest), l'Autriche et la République démocratique allemande (l'Allemagne de l'Est). S'ajoutent à cela quelques millions d'Allemands échoués en Pologne et en Roumanie, et même un million environ en Russie. A mon avis, cet état de choses n'est que provisoire. Tôt ou tard, la question de la réunification de l'Allemagne sera de nouveau d'actualité. Il existe aussi, mais probablement sans que cela entre en ligne de compte, le problème de la Suisse qui, elle-même, comprend deux tiers de germanophones.

Après la première guerre mondiale, tandis que l'Allemagne était faible et épuisée, les Polonais s'emparèrent de différentes parties du territoire allemand et un état de guerre non déclarée exista pendant dix ans et plus entre les deux pays. La frontière allemande était défendue par des « Corps Francs » volontaires, essentiellement des milices privées, puisque l'armée officielle allemande avait été limitée par le Traité de Versailles. Les Polonais, qui étaient expansionnistes, s'emparèrent d'une portion de la Lituanie et saisirent aussi une grande partie de l'Ukraine après avoir vaincu la Russie au cours de la

guerre de 1920. A l'époque de Munich, en 1938, ils s'en prirent à leurs voisins prostrés, et slaves comme eux, les Tchèques, et s'octroyèrent la zone de Teschen de cette malheureuse république sans défense. En l'espace de vingt ans, la Pologne doubla son territoire.

Pendant des années, l'Allemagne resta faible et prostrée, après l'armistice de 1918. Les Français en profitèrent à fond. L'Allemagne fut en butte à d'innombrables affronts, insultes et provocations. Non seulement les Français insistèrent pour que l'Allemagne reconnût qu'elle était responsable de la guerre, mais ils organisèrent un boycottage diplomatique de l'Allemagne dont ils firent une nation paria. Les Français influèrent sur un groupe d'États mineurs : la Pologne (qui s'empara illégalement de la Silésie), la Tchécoslovaquie, la Lituanie (qui s'empara illégalement de Memel) et la Belgique (qui s'empara de la zone d'Eupen), pour les inciter à agacer et à froisser la fierté allemande.

Les troupes françaises d'occupation se conduisirent souvent avec brutalité et, en de nombreuses occasions, envahirent le territoire allemand bien au-delà de la zone d'occupation convenue. A une époque ultérieure, elles occupèrent par la force la totalité du bassin industriel de la Ruhr, paralysant ainsi l'ensemble de l'économie allemande. Les Allemands répondirent par la « résistance passive ». Les Français ripostèrent par la loi martiale, par des prises d'otages, par des exécutions sommaires de grévistes et par un règne de terreur apporté par les troupes coloniales [censuré].

Des mesures françaises furent directement responsables de l'inflation catastrophique qui détruisit l'économie allemande. Non contents de tout cela, les Français s'employèrent activement à prendre des mesures pour séparer du Reich la Sarre, la Rhénanie et même la Bavière. Pendant toutes ces années, les Français se comportèrent avec stupidité et avec malveillance. Eux-mêmes peuple [censuré], ils étaient résolus à réduire l'Allemagne à un niveau de prostration.

D'innombrables exemples ont été avancés par différents historiens, l'Américain Eugene Davidson entre autres. La plupart de ces incidents sont inconnus des lecteurs britanniques d'aujourd'hui mais, en les replaçant dans leur contexte, il n'est pas difficile de comprendre le ressentiment allemand. Aussi

est-il d'autant plus remarquable qu'à la suite de l'armistice français de 1940 les Allemands traitèrent les Français vaincus avec une relative indulgence.

#### LA RECONSTRUCTION DE LA PATRIE

L'Allemagne, sous Hitler, entama un long processus pour défaire les conditions du diktat de Versailles. Les objectifs à long terme que recherchait Hitler étaient clairement définis dans *Mein Kampf*. Il y avait trois buts principaux : a) rétablir l'indépendance allemande en supprimant les restrictions du Traité de Versailles ; b) rassembler en une seule nation tous les germanophones ; et c) créer un nouvel empire allemand dans les territoires limitrophes de la Russie.

Hitler rejeta la politique des colonies d'outre-mer préconisée par le Kaiser. Avant 1914, l'Allemagne avait des colonies en Afrique occidentale, en Afrique orientale, en Nouvelle-Guinée, en Chine et dans diverses îles du Pacifique. Hitler fit remarquer à quel point ces possessions avaient été facilement confisquées à une Allemagne incapable de les protéger. Il préconisait d'établir dans des territoires voisins des colonies qui ne pourraient pas être soumises à un blocus extérieur ni à une menace militaire.

Hitler n'était pas le seul à rechercher l'autonomie. On doit toujours juger les opinions en les replaçant dans le contexte de leur époque. Hitler avait été profondément marqué par le blocus de l'Allemagne entre 1914 et 1918 ; celui-ci avait engendré beaucoup de privations, un nombre non négligeable de pertes civiles ainsi qu'une pénurie de matières premières qui avait paralysé l'Allemagne.

Après cette guerre, quand la Grande Dépression balaya le monde et que le commerce international s'effondra, nombre de nations virent leur unique salut dans l'autarcie ; il s'agissait de devenir autonome et ne plus dépendre des importations en produits alimentaires ou en matières premières. Hitler devint, de la même façon, obsédé par cette indépendance et affirma qu'autrement l'Allemagne ne survivrait pas.

Quand cette peur s'associa à la croyance en la supériorité intrinsèque de sa race par rapport aux Slaves et aux Juifs, il ne

devint plus du tout illogique de préconiser la conquête et la colonisation des territoires slaves de l'Est, producteurs de céréales et riches en minerais. L'idéologie de la race se fondit ainsi harmonieusement avec ce qui apparut comme une nécessité économique.

En ce qui concerne le principe même de la colonisation, la question de moralité n'entraîne pas en ligne de compte. A cette époque, beaucoup d'autres pays avaient des colonies.

Aucune de ces colonies n'avait été acquise pacifiquement. Il avait été nécessaire de chasser ou de soumettre les occupants précédents, ce qui est exactement ce qu'avaient fait l'Angleterre, la France, la Belgique, le Portugal, la Hollande, l'Italie, la Russie, le Japon et (pour ce qui concernait les Peaux-Rouges) les États-Unis d'Amérique. Pour l'Allemagne, s'emparer de l'Ukraine, par exemple, n'était pas intrinsèquement très différent sur le plan de la morale.

Inutile de dire que les habitants de l'Ukraine, de la Russie et de la Pologne ne partageaient pas le point de vue allemand... et, par conséquent, la guerre avec les nations slaves devenait inévitable à un moment ou à un autre.

Quant à savoir si la logique économique de l'Allemagne était saine, c'est une autre question qui demanderait à être discutée ailleurs. Le point ici est de savoir si tout cela était le moins du monde l'affaire de la Grande-Bretagne. Je crois que ce n'était pas le cas. Cependant, j'ai appelé l'attention sur le fait que, traditionnellement, l'Angleterre a *toujours* fait la guerre contre une nation forte qui émergeait en Europe.

En ce qui concerne le désir de l'Allemagne de conquérir des colonies, on *ne doit pas* voir ces questions à la lumière des comportements des années 1980 vis-à-vis du colonialisme et d'une idéologie à la mode selon laquelle « toutes-les-races-sont-égales ». Il faut évaluer les choses en les replaçant dans le cadre des idées et des comportements en cours *dans les années 1930*.

C'est une erreur courante faite par beaucoup de gens que d'essayer d'observer le passé à travers la façon de penser d'aujourd'hui. De toute façon, en ce qui concerne les normes établies, il y a des « vogues », qui ne font que passer. Ce qui était acceptable (ou inacceptable) pour le code moral de l'époque

victorienne était très différent de ce qui était convenu un siècle ou deux plus tôt.

Aujourd'hui, il existe toute une génération de jeunes qui sont pétris de toutes les croyances « justes » chéries par le libéralisme à la mode. Vous voyez ce que je veux dire : ils sont anticolonialistes, antiracistes, antisexistes et anti- je ne sais quoi d'autre encore. N'ayant pas le sens de la perspective historique, cette génération a atteint sa maturité dans les vingt dernières années et ne sait que ce que lui ont appris des professeurs « dans le vent » et « progressistes ». C'est pourquoi ces personnes ont une faible notion de la tradition et des normes du passé et croient que les notions modernes sont des vérités immuables.

Je pense, pour ma part, qu'il y aura un retour du balancier et que nombre de ces convictions se révéleront éphémères. Les valeurs de base ont l'habitude de s'imposer à nouveau d'elles-mêmes et les comportements relatifs au sexe, à la race et à l'éducation dans les années qui ont précédé les années 60 sont enracinés dans de nombreux siècles d'expérience.

La proposition selon laquelle un pays surpeuplé pourrait s'emparer d'un « espace vital » supplémentaire n'était pas incongrue dans les années 1930 et l'ambition allemande n'était pas du tout inconcevable. Cela ne signifie pas que, pour moi, l'attaque allemande contre la Russie était justifiée. Si l'analyse que faisait Hitler du problème de l'Allemagne (son incapacité à subvenir à ses propres besoins) avait pu être résolue de façons différentes (comme je le crois possible), il n'y aurait pas eu, à ce moment-là, de raison légitime de chercher à conquérir des colonies en Ukraine et en Russie occidentale.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la décision des Alliés du temps de guerre de considérer l'Autriche « comme la première victime de l'agression allemande » fut une stupidité et ne tenait pas compte de l'enthousiasme de la plupart des Autrichiens pour leur rattachement à l'Allemagne. Cette politique consistant à différencier l'Allemagne de l'Autriche fut adoptée par les Alliés comme une stratégie cynique pour justifier la division permanente des germanophones.

Il fut interdit à l'Autriche, en vertu des termes de son traité de paix séparé de 1955, de se rattacher jamais à l'Allemagne proprement dite. L'intention, en fait, était d'affaiblir

définitivement l'Allemagne. En 1955, les Américains (qui souhaitaient, à ce moment-là, une Allemagne plus forte) auraient probablement été enclins à abandonner cette clause, mais l'Union soviétique insista pour qu'elle fût respectée et refusa de retirer ses troupes d'Autriche sans cette clause.

L'un des nombreux problèmes de l'Allemagne, c'est qu'elle manque de frontières naturellement et clairement définies. Elle n'a pas de frontière comme les Français en ont avec les Pyrénées et qui sépare clairement les Français des Espagnols. A l'ouest, il y a le Rhin et la France a essayé, à de nombreuses reprises, de faire de ce fleuve la frontière commune, en s'efforçant d'agrandir le territoire français. Cependant, cette solution laissait des millions d'Allemands sur la rive occidentale à l'extérieur du Reich et c'est pourquoi cette frontière ne pouvait pas être acceptable.

Au sud, les Alpes sont partagées avec la Suisse et l'Autriche et les germanophones de ces trois nations sont désespérément mélangés. A l'est, il y avait la plaine polonaise sans aucune barrière naturelle. Les Slaves de l'ouest exerçaient en permanence une poussée vers l'ouest, tandis que les Allemands (qui avaient commencé avec les Chevaliers Teutoniques) émigraient constamment vers l'est. Le résultat est une longue histoire de conflits de frontières entre les Polonais et les Allemands.

Dans un tel contexte, il n'était pas difficile de comprendre le traumatisme que la division de l'Allemagne d'après-guerre imposa à ses habitants. Il ne fait aucun doute pour moi qu'un grand nombre de personnes parmi les plus âgées qui nous entourent ont pu ressentir secrètement de la nostalgie pour la puissante Allemagne réunifiée de 1938. Tout cela était des impressions que je ressentais à l'époque, mais elles trouvèrent plus tard une sorte de confirmation.

Par exemple, dans son étude intitulée *The Hitler Myth* [Le Mythe Hitler] (1989), Ian Kershaw cite, aux pages 265-266, différents sondages d'opinions qui suggèrent que, dans les années 1948-1949, presque la moitié de la population pensait que le national-socialisme avait été fondamentalement une bonne idée mais qui n'avait pas été menée à bien correctement. En 1949, les meilleurs aspects du III<sup>e</sup> Reich étaient cités comme étant : « de bonnes conditions sociales, de bonnes conditions de

vie, le plein emploi, un État et un gouvernement unifiés, l'ordre et la sécurité ». Au cours de l'été 1952 (un an après ma visite), un quart de la population allemande « avait une bonne opinion d'Hitler ».

Bien qu'il existe une abondante littérature au sujet de l'Allemagne des années 1930 et des années 1940, presque tout de ce qui est écrit est venimeux, malveillant et hostile. Le « III<sup>e</sup> Reich » a eu une très mauvaise presse, pourrait-on dire. N'y avait-il donc rien de bon dans ce système ? Il vous faudra chercher attentivement et longtemps pour trouver des études écrites sans idées préconçues, et le fait est, avant tout, dû à la question juive et à l'influence [censuré] et [censuré] de la communauté juive d'après-guerre. Les [censuré] contrôlent largement ce que vous lisez et ce que vous voyez sur vos écrans. Pourtant, il importe, pour respecter l'équilibre, d'étudier comment les Allemands eux-mêmes ont vu leur régime.

Naturellement, on doit admettre que dans toute société l'opinion est très divisée. Un grand nombre d'anciens hommes de gauche surent résister à l'attrait du national-socialisme. Ils le firent, non par une opposition ouverte, mais sous la forme d'une migration mentale intérieure. Ceux qui étaient trop imprudents pouvaient certainement se faire mal voir des autorités. Des activistes notoires du mouvement ouvrier furent les premiers à être arrêtés.

En observant les légions de la FDJ (*Frei Deutsche Jugend*) [Jeunesse libre allemande] dans leur uniforme bleu, on pouvait si facilement les imaginer telles qu'elles avaient dû être dix ans plus tôt en tant que H.J. (*Hitler Jugend*) [Les Jeunesses hitlériennes]. Je n'ai pas oublié le refrain entêtant des « *Moorsoldaten* », que nous connaissons sous le nom de « soldats des tourbières », le chant des camps de concentration :

A perte de vue  
S'étendent la lande et les marais.  
L'évasion serait la promesse d'une mort certaine,  
Nous ne voyons alentour qu'armes et fil de fer barbelé.

Nous sommes les soldats des tourbières ;  
Nous marchons au pas avec nos pelles  
Jusqu'au marais !

Hitler, l'Autrichien, n'a pas inventé le national-socialisme. Il était apparu en Autriche sous les Habsbourg. Il y avait eu un mouvement semblable en Bohême au tournant du siècle. En Allemagne même, il y avait eu des associations de sensibilité identique, plus ou moins rattachées au mouvement « *völkisch* », qu'il est impossible de traduire exactement en anglais.

Le mouvement « folk-ish » [des racines nationales] est l'équivalent le plus proche qui me vienne à l'esprit, mais ce terme ne donne qu'une idée approximative du concept. Le mot « *Volk* » se traduit indifféremment par « national », « populaire » et « racial », selon le traducteur. En fait, aucun de ces termes ne convient exactement. Par exemple, le terme du III<sup>e</sup> Reich « *Volkgenosse* » est traduit indifféremment par « camarade national », « camarade du peuple » et « camarade racial ». Dans le vocabulaire de la RDA, le terme « *Volkpolizei* » est habituellement traduit par « police du peuple ».

Ce qu'on pourrait appeler le « Volkism » fut un effort pour rétablir le Germanisme ou la germanité, pour délivrer l'esprit allemand de ce qui était vu comme une contamination étrangère ; ce fut un mouvement qui se proposait de purifier et de sauver l'âme allemande.

*Les mots ou les passages qu'il nous a fallu remplacer par « censuré » peuvent s'imprimer librement en Grande-Bretagne.*